République du Tchad

Ministère du Développement

Pastoral et des Productions Animales

a

Union Européenne

Avril 2013

**A. Benderdouche
 C. Ngaroussa**

**Assistance technique long terme au projet d’Appui à la Filière Bovine – viande, cuirs (PAFIB)**

**Rapport final d’Assistance Technique**

**VERSION PROVISOIRE**

Rapport FINAL d’Assistance technique

**Ministère du Plan, de l’Economie**

**et de la Coopération Internationale**

**Ordonnateur National du FED**

**Projet d'Appui à la Filière Bovine – viande, cuirs (PAFIB) – FED / 2009 / 219-127 / D / SER / TD**

**•Iram Paris** (siège social)

49, rue de la Glacière 75013 Paris France

Tél. : 33 (0)1 44 08 67 67 • Fax : 33 (0)1 43 31 66 31

Iram@Iram-fr.org • www.Iram-fr.org

**• Iram Montpellier**

Parc scientifique Agropolis Bâtiment 3 •

34980 Montferrier le Lez France

Tél. : 33 (0)4 99 23 24 67 • Fax : 33 (0)4 99 23 24 68

Sommaire

[Sommaire 2](#_Toc353721816)

[Sigles 2](#_Toc353721817)

[1. INTRODUCTION 2](#_Toc353721818)

[2. Rappel du mandat de l’assistance technique et activités menées 2](#_Toc353721819)

[2.1. Rappel des objectifs de l’assistance technique, ses activités spécifiques 2](#_Toc353721820)

[2.2. Des modifications dans l’Assistance Technique durant le projet 2](#_Toc353721821)

[2.3. Activités spécifiques menées par l’Assistance Technique dans le cadre de l’appui à la mise en œuvre des DP 2](#_Toc353721822)

[2.3.1. Tâches dévolues et mises en œuvre principalement par l’expert principal n°1 2](#_Toc353721823)

[2.3.2. Tâches plus spécifiques concernant l’appui aux OP par l’expert national 2](#_Toc353721824)

[**3.** Appuis aux activités réalisées au cours des Devis-Programme  **DP de démarrage, DPC1 (1er avril 2010 au 30 Septembre 2011)** et **DPC2** (**du 01/10/2011 au 25/02/2013)** 2](#_Toc353721825)

[3.1. Bilan des activités appuyées par l’Assistance Technique au cours du DP de démarrage 2](#_Toc353721826)

[3.1.1. Actions menées 2](#_Toc353721827)

[3.2. Bilan des activités appuyées par l’Assistance Technique au cours du DPC1 (du 1er avril 2010 au 30 Septembre 2011) 2](#_Toc353721828)

[3.2.1. Actions menées 2](#_Toc353721829)

[c) Appui de l’AT aux activités liées au résultat 3 : la qualité des sous-produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement 2](#_Toc353721830)

[3.3. Bilan des activités appuyées par l’Assistance Technique au cours du DPC2 2](#_Toc353721831)

[3.3.1. Actions menées 2](#_Toc353721832)

[a) Activités liées au résultat 1 : La qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées. 2](#_Toc353721833)

[b) Activités liées au résultat 2 : l’industrie de la transformation et du conditionnement de la viande émerge, la boucherie/charcuterie est renforcée. 2](#_Toc353721834)

[c) Activités liées au résultat 3 : la qualité des sous-produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement 2](#_Toc353721835)

[3.3.2. Activités d’appui à la Coordination 2](#_Toc353721836)

[3.3.3. Autres tâches spécifiques 2](#_Toc353721837)

[4. Les appuis court terme assurés par le consortium IRAM-JVL-Euroconsultants 2](#_Toc353721838)

[5. Conclusion et recommandations 2](#_Toc353721839)

Sigles

AFD Agence française pour le développement

ACF Action Contre la Faim

ACTION Appui Conseil Technique et Institutionnel à l’Ordonnateur National

ADDEM Association pour le Développement et la Défense des droits des éleveurs de Massakory

AP Appel à Proposition

ATFC Association Tchadienne de la Filière Cuirs

ATP Assistant Technique Principal

CAP Conventions d’Accord Parties

CE Commission Européenne

CEBEVIRHA Communauté du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques

CECOQDA Centre de Contrôle de Qualité des Denrées Alimentaires

CF Convention de Financement

CNP Coordonnateur National du Projet

CP Comité de Pilotage

CSO Comité de Suivi Opérationnel

DAO Dossier d’Appel d’Offre

DBC Direction des Bâtiments Civils

DHP Direction de l’Hydraulique Pastorale

DOPSSP Direction de l’Organisation Pastorale et de la Sécurisation des Systèmes Pastoraux

DPIA Direction de la Promotion des Industries Animales

DPC Devis Programme de Croisière

DRE Direction Régionale de l'Elevage

DSA Direction des Archives et des Statistiques

DSV Direction des Services Vétérinaires

DUE Délégation de l’Union Européenne

FAO Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture

FE Fonds d'Elevage

FED Fonds Européen pour le Développement

FCFA Franc de la communauté financière africaine

LRVZ Laboratoire de recherche Vétérinaire et Zootechnique

MAB Marchés à Bétail Autogérés

MERA Ministère de l’Elevage et des Ressources Animales

MEH Ministère de l’Eau et de l’Hydraulique

MEP Ministère de l'Economie et du Plan

MITP Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics

MDPPA Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales

ON Ordonnateur National du FED

OP Organisation des Producteurs

OPE Organisation des Producteurs d'Elevage

ONG Organisation non gouvernementale

PACOM Projet d’Appui au Commerce

PAFGA Projet d’Appui à la Filière Gomme Arabique

PAFIB Programme d'Appui à la Filière Bovine

PASEP Projet d’Appui au Système d’Elevage Pastoral

PF Point Focal

PIN Programme Indicatif National

PU Première Urgence

SCAC Services de la Coopération d'Actions Culturelles (Ambassade de France)

SIM Système d’Information de Marchés

SNCECBT Syndicat National des Commerçants, des Eleveurs, Convoyeurs de Bétail du Tchad

TdR Termes de référence

UE Union Européenne

# INTRODUCTION

Le présent rapport décrit les activités réalisées par l’Assistance Technique « long terme » dans le cadre du contrat du groupement Iram –JVL- Euroconsultants concernant la mise en œuvre du Projet d’Appui à la Filière Bovine(PAFIB) au Tchad, du 16/12/2009 au 24/02/2013.

Il s’agit donc bien d’un rapport d’activités global qui n’a donc évidemment pas pour objectif d’établir une évaluation finale du projet, même si son contenu contient des éléments pouvant y contribuer.

Il complète néanmoins le rapport et le CD ROM de capitalisation du projet (Christophe Rigourd, Iram, décembre 2013) qui est axé sur l’analyse des enseignements à tirer de l’expérience du PAFIB dans les différentes thématiques concernées par cette intervention. Le présent rapport final d’assistance technique s’appuie sur les rapports semestriels d’activité produits tout au long du projet par l’Assistance Technique, mais également sur les rapports préparatoires des diverses instances du PAFIB (Comités de Suivi Opérationnel et Comités de Pilotage).

Durant ces trois ans, trois assistants techniques principaux internationaux «long terme » se sont succédés dans l’appui au projet. Ils ont été secondés par un assistant technique national appui aux OP à partir d’octobre 2010:

* + Du16 /12/2009 au 03/02/2010, Dr Bass.
	+ Du 29 /03/2010 au 28/10/2011, Mr Damien Halley des Fontaines
	+ Du 28/10/2011au 24/02/2013, Dr Abder. Benderdouche
	+ Du 04/11/2010 au24/02/2013 pour l’AT OP Mr Constant Ngaroussa.

Le rapport d’activité final est structuré de la façon suivante :

1. Introduction
2. Rappel du mandat de l’assistance technique et activités spécifiques menées
3. Appuis aux activités réalisées au cours des Devis-Programme  DP de démarrage, DPC1 et DPC2:
	1. mise en œuvre des activités du projet (par rapport au cadre logique)
	2. activités transversales (en gestion du cycle de projet et en appui à différents partenaires)
4. Les appuis court terme assurés par le consortium IRAM-JVL-Euroconsultants
5. Conclusions et recommandations.

Un hommage particulier doit être rendu à la mémoire du Dr Bass qui a entamé le travail d’Assistance Technique et qui est décédé au démarrage de sa mission.

# Rappel du mandat de l’assistance technique et activités menées

## Rappel des objectifs de l’assistance technique, ses activités spécifiques

L’objectif particulier assigné à l’assistance technique visait à appuyer le Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales (MDPPA), dans la mise en œuvre du PAFIB afin de faciliter l’atteinte des résultats du projet.

Les résultats attendus du PAFIB étaient axés autour de trois domaines complémentaires de la filière bovine :

1. Résultat n°1 (R1) : la qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées ;
2. Résultat n°2 (R2) : l’industrie de la transformation et conditionnement de la viande émerge, le secteur artisanal « boucheries / charcuteries » est renforcée ;
3. Résultat n°3 (R3) : la qualité des sous-produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement.

## Des modifications dans l’Assistance Technique durant le projet

Pour mémoire, le PAFIB a démarré en novembre 2009 avec les activités retenues dans le cadre du devis programme de démarrage de quatre mois (du 01 novembre 2009 au 28 février 2010). Il visait essentiellement l’installation de l’équipe, le lancement du projet et la préparation du premier Devis Programme de croisière.

* Dans le cadre de l’assistance technique devant accompagner le projet, le Dr Bass, assistant technique long terme, avait été mis à la disposition du PAFIB par le groupement IRAM – JVL – Euro Consultants au titre du contrat de service N° FED/2009/219-127 passé avec l’Ordonnateur National du FED. Il avait pris ses fonctions le 16 décembre 2009.

Malheureusement, la dégradation rapide et soudaine de sa santé quelques jours après son arrivée, et son décès survenu le 3 février 2010 au cours de son rapatriement au Niger, ont sensiblement affecté le démarrage du projet.

Le Devis Programme de démarrage a donc dû être prolongé d’un (1) mois, jusqu’au 31 mars 2010, de façon à procéder au remplacement du défunt et laisser le temps à l’équipe du PAFIB ainsi complétée de finaliser le Devis Programme de Croisière N°1.

Dans ce contexte, Monsieur Damien Halley des Fontaines a été proposé par le groupement IRAM-JVL-Euro Consultants dans le cadre de l’avenant N°1 au contrat de service N° FED/2009/219-127. Après validation par l’ON, la DUE et la Coordination,
il a pris fonction le 29 mars 2010, pour remplacer le Dr Bass au poste d’assistant technique long terme.

* Pour des raisons de santé Monsieur Damien Halley des Fontaines a également dû quitter le projet.

Il a été remplacé par le Dr Abder Benderdouche, qui a pris ses fonctions le 28 octobre 2011 et qui les a assurées jusqu’à la fin de la mise en œuvre du projet.

* Suite aux conclusions du rapport R1A7 *« Amélioration des capacités de la DOPSSP/MERA et de la DSA/MERA en matière de systèmes d’information et d’appui aux organisations professionnelles »*, il était apparu important, pour le PAFIB, de renforcer ses activités d’appui aux OP, qu’il s’agisse de structurations formelles de commerçants, bouchers tanneurs et éleveurs autant que des organisations informelles d’éleveurs notamment transhumants qui constituent une des parties prenantes essentielles de la commercialisation du bétail.

Le recrutement d’un deuxième AT appui OP s’est donc révélé indispensable et a nécessité de ce fait l’élaboration d’un deuxième avenant au contrat d’opérateur Iram-JVL-Euro Consultants. Dès le 3ème trimestre du DPC1, la coordination du PAFIB, a ainsi été renforcée par Mr Constant Ngaroussa, Assistant Technique affecté à l’appui aux Organisation Professionnelles de la filière à travers l’identification et le renforcement de leurs capacités.

* L’importance des tâches d’animation des acteurs de la filière sur le terrain dans plusieurs régions du pays, le suivi des travaux ainsi que des actions confiées aux ONG bénéficiaires de financements sur appels à propositions a engendré une forte mobilisation des deux AT au cours des deux derniers semestres. Ceci explique le faible reliquat de jours à prester restant dans les derniers mois du DPC2 (104 jours pour l’AT1, 48 jours pour l’AT2 restant au 31 Juillet 2012). Au vu des 147 jours ouvrés restant jusqu’à la fin février 2013, il importait d’étendre le nombre de jours à prester pour permettre aux deux AT d’assurer leur rôle dans ce dernier semestre très chargé en particulier autour de l’achèvement des travaux du PAFIB (suivi et réception des travaux, appui à la gestion des ouvrages, concertations et capitalisation de l’expérience).

Concernant l’AT1 (Abder Benderdouche), tenant compte du nombre de 104 jours restant, couvrant les jours ouvrés et le mois de congé auquel l’expert avait droit sur la période septembre 2012 à Février 2013, il a été convenu d’augmenter le volume de jours de prestation pour l’expert n°1 de 27 jours, et porter le maximum de jours à 698 jours.

Spécifiquement, le poste de l’AT2 (Constant Ngaroussa) avait été mis en place pour renforcer l’appui aux organisations des acteurs de la filière.

Sa mobilisation a été aussi importante pour le suivi des réalisations et des ONG, il a également participé à beaucoup de missions d’appui d’experts extérieurs. Ceci explique que l’AT2 ait été durant ces derniers mois très présent sur les terrains. Les nécessités du projet et les distances à parcourir entre les sites du projet ont conduit l’AT2 à multiplier à la fois les sorties terrain durant les week-ends et à minimiser ses prises de congé. Toujours dans ce même souci de qualité pour le PAFIB, suite aux échanges avec le Coordinateur national et avec l’accord de l’expert il est apparu pertinent de maintenir au maximum sa présence sur la période restante du projet, et que les prises de congés se fassent après la clôture du PAFIB. Dans cette perspective, il a été convenu d’ajouter 67 jours de prestation à l’AT2 et porter son nombre maximum de jours de prestation à 511 jours.

## Activités spécifiques menées par l’Assistance Technique dans le cadre de l’appui à la mise en œuvre des DP

De manière globale, l’assistance technique a apporté son expertise au MDPPA et aux acteurs de la filière en matière de problématiques spécifiques, et de manière permanente pour la mise en œuvre technique des activités et pour la gestion opérationnelle, administrative et comptable de projets financés par le Fonds Européen de Développement (FED).

L’assistance technique permanente du PAFIB, composée de l’Assistant Technique (principal) n°1 et de l’Assistant Technique n°2 (« appui OP »), ont appuyé, sous la responsabilité du coordonnateur National du Projet (CNP), la mise en œuvre opérationnelle du projet. Ils ont également contribué à la rédaction des rapports narratifs et des mémoires comptables relatifs à la mise en œuvre du projet. Dans ce cadre, l’assistance technique (notamment long terme), s’est attachée à transférer ses compétences et veiller au renforcement de capacités des cadres du projet et du MDPPA associés à la mise en œuvre. Une attention particulière a été portée au respect des procédures du FED.

### Tâches dévolues et mises en œuvre principalement par l’expert principal n°1

De façon plus spécifique, les activités de l’assistance technique principale ont consisté à appuyer l’équipe projet dans :

1. L’appui à l’élaboration et mise en œuvre des devis-programmes ;
2. La confection, passation et bonne exécution des marchés (DAO travaux et fournitures) et des contrats de subvention avec les ONG ;
3. La préparation, suivi et coordination des missions d’assistance technique court terme, notamment celles définies dans les TDR du contrat de services N°FED/2009/219-127 passé entre l’Ordonnateur National du FED (ON) et le Groupement Iram-JVL-Euro Consultants ;
4. La préparation, suivi et coordination des activités de formation, atelier, réunion et voyages internationaux retenus par le projet ;
5. Le suivi de la bonne exécution des activités (incluant des visites de terrain) et du respect du chronogramme ;
6. La préparation des comités de suivi opérationnels, des comités de pilotage et de leurs rapports;
7. L’élaboration d’éventuelles propositions d’amélioration à faire au comité de pilotage pour la mise en œuvre du projet ;
8. Le renforcement des liaisons avec les partenaires (autres bailleurs, centre de recherche, organisations internationales, autres ministères, organismes de formation, ONG, entrepreneurs privés,…) et facilitation des rencontres ;
9. L’assistance et conseil aux différents partenaires (institutions et bénéficiaires) impliqués dans l’exécution des activités ;
10. La participation à la rédaction du bulletin périodique d’information de la filière coordonnée par le PAFIB
11. L’appui à la clôture du projet.
12. L’apport d’expertise au MDPPA en fin de projet dans la préparation de nouvelles propositions de financement complémentaires et d’éventuels nouveaux projets touchant la filière bovine (cf. contribution capitalisation).

### Tâches plus spécifiques concernant l’appui aux OP par l’expert national

Outre certaines tâches mentionnées ci-dessus, l’expert principal n°2 « appui aux OP », a été principalement en charge des activités suivantes :

* animation de rencontres au niveau national réunissant des professionnels de la filière :
* organisation et animation de fora intercommunautaires réunissant périodiquement les leaders des transhumants et les autres acteurs de la filière à l’intérieur du pays ;
* appui-conseil-formation à la demande des organisations formelles et informelles et des autres acteurs de la filière ;
* appui à la gestion des infrastructures (marchés, points d’eau,…) réalisées par le PAFIB ;
* information des acteurs de la filière, notamment au travers de sa participation à la rédaction du bulletin périodique d’information de la filière coordonnée par le PAFIB ;
* appui, orientation et relais auprès des opérateurs qui seront recrutés sur les appels à proposition et qui apporteront des services complémentaires en appui aux OP.
* appui à la gestion du projet

Ces activités d’appui ont été mises en œuvre dans le cadre du travail d’équipe de la coordination du PAFIB et avec le point focal de la DOPSSP désigné pour appuyer les OP.

# Appuis aux activités réalisées au cours des Devis-Programme **DP de démarrage, DPC1 (1er avril 2010 au 30 Septembre 2011)** et **DPC2** (**du 01/10/2011 au 25/02/2013)**

## Bilan des activités appuyées par l’Assistance Technique au cours du DP de démarrage

### Actions menées

Le Dr Bass, durant la période de présence auprès du PAFIB, en parallèle de son installation, a travaillé avec l’équipe du projet, sur diverses activités dont, entre autres :

1. la partie opérationnelle du démarrage de la mise en œuvre du PAFIB :
	* élaboration de TDR liés à l’étude « de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité » ;
	* élaboration du projet de devis programme de croisière N°1 (DPC1) ;
	* préparation de l’atelier de lancement du PAFIB qui s’est tenu le 27 janvier 2010.
2. la partie rencontre avec les acteurs de la filière et les partenaires :
	* participation à diverses réunions avec les cadres du MERA, les Organisations Professionnelles de l’Elevage (OPE), l’ON et la DUE ;
3. la partie gestion administrative et comptable :
	* participation a plusieurs dossiers de lancement, dépouillement et réception d’AO concernant l’équipement des bureaux et de l’équipe : véhicules, travaux des bureaux, équipements informatiques, mobiliers de bureau,…

Par la suite et en raison de la situation, un appui du siège de l’Iram, à travers ses activités de backstopping, en étroite collaboration avec la coordination du PAFIB, la cellule Appui et Conseil Technique et Institutionnel à l’Ordonnateur national du FED (Action) et la DUE, a permis de finaliser le DPC N°1 ainsi que les TDR liés à l’étude de faisabilité.

Pour mémoire le devis programme de démarrage, au vu de ce contexte très difficile du début de projet, a été prolongé jusqu’au 31 mars 2010.

## Bilan des activités appuyées par l’Assistance Technique au cours du DPC1 (du 1er avril 2010 au 30 Septembre 2011)

Les activités réalisées par l’Assistance Technique Long Terme ont ensuite principalement concerné la mise en œuvre des activités du 1er Devis Programme de Croisière (DPC1), établi pour la période du 1er avril 2010 au 30 Septembre 2011.

Ce Devis-Programme a essentiellement servi à structurer et à consolider les orientations et la mise en œuvre du projet avec un souci permanent de mise en cohérence des objectifs et des actions et du renforcement de la concertation au niveau institutionnel autant qu’au niveau des acteurs de la filière.

### Actions menées

1. Appui à l’élaboration d’une programmation indicative des activités du DPC1

Le DPC1 du PAFIB a ainsi repris la majorité des activités de la Convention de Financement à mener pendant le projet. Suite aux premières réunions avec la cellule Action et la DUE, des délais indicatifs ont pu être déterminés relativement aux validations de TDR, aux passations d’Appels d’Offres (AO) et d’Appels à Proposition (AP).

Cette programmation indicative a fait également apparaître, pour chacune des sous-activités, la structure responsable dans la conduite de la sous-activité ainsi que le mode d’engagement (régie ou spécifique). Elle a fait l’objet de différentes réunions / discussions au sein de l’équipe projet et a par ailleurs été présentée aux différentes directions du MERA au cours d’une séance de travail le 27 avril 2010. Les documents ont été remis à la cellule Action et la DUE à l’occasion de la réunion de démarrage de « l’étude de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité ».

1. Appui de l’AT aux activités liées au résultat 1 : La qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées.
* Dans le cadre de cette première composante, la mise en œuvre de neuf (9) activités ont été appuyées.
* ***R1A1****: Etude de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité des bovins*

Cette activité, déterminante pour la suite du PAFIB, a été réalisée du 27 avril au 14 mai 2010 par une mission composée de deux (2) experts du groupement IRAM–JVL–Euro Consultants dans le cadre du contrat de service N° FED/2009/219-127 passé avec l’Ordonnateur National du FED, et de deux (2) fonctionnaires (un de la Direction de l’Organisation Pastorale et de la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (DOPSSP) et un de la Direction des Affaires Administratives, Financières et du Matériel (DAAFM) du MDPPA).
Cette mission a été menée sur la base de termes de référence élaborés par l’AT et la coordination du PAFIB et validés par les services de l'ON et de la DUE.
L’étude a été précédée d’un atelier regroupant tous les acteurs de la filière à travers leurs organisations professionnelles. Une journée d’atelier a permis à l’équipe de la mission de se faire une idée précise de la problématique et des besoins des principaux bénéficiaires des actions du PAFIB.

Les résultats et conclusions de l’*Etude de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité des bovins* ont été présentés à l’atelier de restitution qui s’est déroulé le 13 mai 2010 et a regroupé toutes les catégories d’acteurs de la filière, du public et du privé. Plus de 50 personnes ont pris part à cet atelier ouvert personnellement par le Ministre de l’Elevage et des Ressources Animales. Les conclusions de cet atelier ont permis de recentrer les ambitions, compte tenu de la nature du projet, sur des objectifs réalistes et des résultats atteignables en fonction de la durée et de l’enveloppe budgétaire allouée au projet.

En terme d’infrastructures, il a été conseillé au PAFIB de **concentrer ses réalisations dans un espace pilote situé sur la partie ouest de l’axe nord de commercialisation du bétail**.

De manière générale, l’orientation privilégiée était d’engager et de soutenir un processus de concertation qui intègre simultanément trois niveaux d’actions :

* L’animation d’une dynamique de concertation et d’appui aux organisations professionnelles au niveau national,
* L’accompagnement des acteurs dans la définition d’une stratégie d’aménagement et gouvernance d’un axe de commercialisation (pilote),
* L’appui à l’aménagement et à la gestion d’infrastructures de commercialisation sur les sites prioritaires.

Ces trois axes d’abord présentés dans leur configuration générale en termes de services aux acteurs à mettre en place ont ensuite été développés plus précisément dans les démarches opérationnelles de leur mise en œuvre.

* ***R1A2****: Aménagement de zones pilotes de transit frontalières et de services aux acteurs des filières, facilitant la certification (aux normes de l’OIE) et la traçabilité des bovins*

Tenant compte des résultats de l’étude R1A1, une identification des sites potentiels de postes de sortie à aménager, réalisée en même temps que pour les sites de marchés à bétail et d’aires d’abattage à aménager ou à réhabiliter (cf. R1A5 ci-dessous), a confirmé le choix des deux sites de N’Djamena Farah et de Nguéli. Ce choix a également fait l’objet d’une concertation et d’une validation par les professionnels de la filière.

L’étude le choix des sites, les spécifications techniques et les conventions d’accords parties pour la gestion et l’utilisation de ces sites a été réalisée du 14 au 24 Février 2011 en partenariat avec des cadres nationaux : A. A. Fizzani (DOPSSP/MDPPA) et H. M. Doungous (MI).

A l’issue de cette étude un certain nombre de difficultés ont été rencontrées. Le PV de consentement, l’acte d’attribution et la Convention d’Accord Parties n’ont pu être obtenus que pour le seul site de N’Djamena Farah. Les démarches menées par les parties prenantes (OP, PAFIB, MDPPA, Mairie,…) pour identifier un site à Nguéli ont en effet échoué faute d’espace en raison de l’importante pression foncière qui touche Ndjaména et sa périphérie. ,
Un premier marché de travaux a été élaboré mais il a été décidé dans un premier temps de mettre en attente le DAO en attendant l’attribution d’un site à Nguéli.

Le 18 Août 2011, la Mairie de N’Djamena a finalement délivré une autorisation d’occupation provisoire d’espace public, mettant à disposition un site de 300m \* 200m pour aménager le poste de sortie. Le marché pour l’aménagement des deux postes (enclos, bureaux, hangars et point d’eau sur chacun des sites), en 2 lots, a été repris par l’AT et transmis à ACTION le 16 Septembre 2011 et à la DUE pour validation et publication en engagement régie en procédure négociée concurrentielle

* ***R1A3****: Réfection/construction de puits pastoraux et de mares (creusage/sur creusage) pour l’abreuvement du bétail le long des axes d’exportation.*

Tenant compte des résultats de l’étude R1A1 et de l’importance des enjeux liés à l’implantation des points d’eau, surtout du caractère nouveau de la prise en compte de ce type d’aménagement sur les axes de convoyage pour les animaux destinés à l’exportation, cette activité a été réalisée, dans sa démarche opérationnelle en plusieurs étapes.

Une première étude d’identification des tronçons de commercialisation et des sites potentiels de points d’eau a été réalisée du 1er au 31 Juillet 2010 en partenariat avec les cadres nationaux des services concernés : A. A. Fizzani (DOPSSP) et A. M. Alhamdou (DHP), avec l’appui de H. Moussa (DOPSSP). Toujours dans un souci de concertation, elle a été précédée d’un atelier, regroupant les acteurs de la filière à travers leurs organisations, afin de mieux cerner la problématique et proposer des orientations à la mission, notamment en termes de tronçons de convoyage, de type d’ouvrage et de mode de gestion.

Afin de présenter et de valider les résultats obtenus, un atelier de restitution a été organisé. 9 tronçons de convoyage ont pu être identifiés ainsi que trente-neuf points d’eau (dont 9 sur les sites de marchés à bétail ou d’aires d’abattage à aménager par le PAFIB) retenus comme potentiellement aménageables.

Cet atelier a permis de définir précisément, avec les professionnels et les autorités locales, les types d’ouvrages souhaités (majoritairement des stations thermiques) et les modes de gestion entrevus (mise en place de Comité de gestion).

Au vu des enjeux liés à l’implantation des points d’eau, leur gestion et leur utilisation et afin de prévenir tout risque de conflits, l’Assistance Technique et la Coordination ont du visiter précisément chaque site retenu et s’entretenir avec les différentes parties prenantes pour recueillir et tenir compte de leurs avis.

La difficulté rencontrée à la réalisation complète de cette activité est le report, en raison de la période de fin de saison des pluies et du problème d’accessibilité aux sites identifiés, la seconde mission d’élaboration des spécifications techniques et des accords sociaux a été retardée.
Cela a contribué à concentrer le volume d’activité à la fin du projet et à réduire d’autant le recul quant à la mise en fonctionnement des ouvrages…

Cette deuxième étude a finalement démarré en Décembre 2010 et a été réalisée en plusieurs phases. Une première réunion avec le PAFIB et les consultants a permis de définir des critères de choix et de priorisation des sites. Sur le terrain, la mission a réuni les différents acteurs, de manière alternée au niveau départemental et sur les sites, pour prioriser les sites à équiper de points d’eau. Sur chaque site, les spécifications techniques ont été élaborées. Sur les 39 sites identifiés lors de la première étude 25 ont été validés dont 9 sur les sites de marchés à bétail et d’aires d’abattage.

Alors que le DAO était confectionné avec une très forte implication d’amont en aval de l’AT principal, une troisième phase de la mission, conduite par A. A. Fizzani, en Mars 2011, avec l’appui de C. Ngaroussa (AT appui OP du PAFIB) est retournée sur chacun des sites visités et a organisé des réunions au niveau départemental pour réunir les différentes parties prenantes et signer les accords sociaux portant sur le choix des sites et leurs utilisation (cf. le rapport de mission de l’AT appui OP en annexe).

Un des sites a toutefois été refusé par les parties prenantes et a été modifié par rapport à la liste obtenu lors de la 2ème phase.

De plus, sur les 25 sites retenus, 2 forages n’ont pu être réalisés dans le cadre du marché du PAFIB. Il s’agit des sites de Bitkine (sur le marché et l’aire d’abattage) et de Moïto (sur le site de l’aire d’abattage) qui sont situés en zone de socle, et qui demandent, pour être réalisés des études géophysique préalables pour lesquelles le PAFIB (et l’Assistance technique prévue) n’a ni la capacité technique, ni la capacité financière.

En concertation avec la cellule ACTION et le projet 9ème FED, des réunions ont été engagées pour que le projet « Eau potable » du 9ème FED intègre ces deux points d’eau dans sa programmation partant du principe que des aménagements du PAFIB, sans eau, n’auraient que peu d’utilité.

Le DAO concernant le marché des 23 points d’eau restant (15 sur les tronçons de convoyage, 8 sur les sites de marchés à bétail et aires d’abattage) a été confectionné sous la supervision de l’AT. Dans un premier temps, le Comité de dépouillement a jugé que les offres reçues et évaluées ne réunissaient pas les capacités suffisantes pour réaliser le marché et l’AO a donc été déclaré infructueux.

Une demande de dérogation pour relancer le marché en procédure négociée concurrentielle a été accordée par la DUE et le DAO pour le marché de travaux en 3 lots légèrement modifié a donc été publié le 21 Octobre 2011etfinalement signé en engagement spécifique avant la date fatidique « d+3 » du 24 Février 2012.

* ***R1A4****: Renforcement des postes de contrôle sanitaire le long des axes d’exportation*

Les TDR pour la réalisation de l’étude « d’inventaire et d’état des lieux des postes de contrôle sanitaire le long des axes de commercialisation de l’espace Nord » ont été validés par la Cellule ACTION et la DUE le 4 Février 2011.

L’étude a été réalisée, du 9 Mars au 7 Avril 2011, par deux cadres de la DSV, A. Mallah et A. I. Oumar. Elle a permis de réaliser une typologie des postes vétérinaires de la zone d’intervention du PAFIB en termes de contrôle sanitaire et de délivrance des laissez-passer sanitaire. Sur la base des entretiens avec les agents des postes, elle a proposé des actions en termes de renforcement des capacités des services vétérinaires déconcentrés et identifié du matériel vétérinaire et des vaccins à fournir aux postes.

Le DAO relatif au marché de fourniture a été transmis le 14 Juin 2011 à la Cellule ACTION. Le dossier a dû être repris par l’AT en engagement en régie et une remise au nouveau format des DAO.

Une formation concernant le renforcement de capacités des agents des postes vétérinaires de la zone du PAFIB a été réalisée du 5 au 7 Septembre 20111 à Bokoro. Elle a permis de rappeler les fondamentaux du contrôle sanitaire et de la délivrance des laissez-passer sanitaire ainsi qu’une harmonisation des pratiques sur ces aspects.

* ***R1A5****: aménagements/réfection des marchés intérieurs du pays en vue de l’amélioration des conditions d’hygiène et d‘abreuvement.*

Les TDR liés à la première étape, dans la démarche opérationnelle, d’identification des sites et des ouvrages potentiels, ont été rédigés et validés le 16 Juin 2010. Pour des raisons pratiques, cette mission a englobé les marchés à bétail, les aires d’abattage et les postes de sortie. La mission d’inventaire et d’identification des sites potentiels a été réalisée par deux cadres de la DPIA, N. Dessou et J. Nodjitoloum du 24 Juin au 22 Juillet 2010. Cette étude a démarré par un atelier regroupant tous les acteurs de la filière à travers leurs organisations professionnelles visant à donner les principales orientations à la mission : elles ont permis d’identifier dix (10) marchés à bétail d’où partent les animaux destinés à l’exportation à travers les postes de sortie de Nguéli et N’Ndjaména-Farah, et 12 aires d’abattage à visiter par la mission. Des souhaits sur les types d’ouvrages et leur mode de gestion ont également été exprimés. Les résultats et conclusions ont été présentés lors d’un atelier de restitution qui s’est déroulé le 22 juillet 2010 et qui a regroupé toutes les catégories d’acteurs de la filière, du public et du privé.

En résumé, 9 sites de marchés à construire, 7 sites d’aires d’abattage et 2 sites d’aires d’abattage à réhabiliter ont été retenus. Les types d’ouvrages souhaités par site et les modes de gestion entrevus (ce dernier point nécessitant toutefois une réflexion approfondie) ont également été abordés.

Une seconde étude « *d’élaboration des spécifications techniques, de conventions d’accord parties et de préparation du DAO pour la marchés et aires d’abattage à aménager ou à réhabiliter*» a été réalisée du 22 Août 2010 au 21 Novembre 2011 en plusieurs étapes.

Une première phase, constituée de trois (3) cadres A. A. Fizzani (DOPSSP), A. I. Oumar (DSV) et A. Souma-Ira (MI) a démarrée par une réunion avec l’équipe du PAFIB afin de préciser le champ de l’étude et de retenir 6 sites de marchés à bétail et 6 sites d’aires d’abattage (ce nombre correspondant aux possibilités maximum d’aménagement au regard de l’enveloppe disponible) à aménager ou à réhabiliter parmi la liste identifiée au cours de la première étude. Des critères ont été fixés pour effectuer ce choix, de la manière la plus objective possible, en tenant compte des enjeux : fréquentation du site, caractère permanent du marché à bétail, positionnement stratégique. Ainsi, six (6) marchés à bétail (Dourbali, Massakory, Gama, Bitkine, Moussoro et N’Djamena Bilala) et cinq (5) aires d’abattage (N’Goura, Moïto, Moussoro, Bitkine et Bokoro[[1]](#footnote-1)) ont été retenus.

Chacun de ces 11 sites a été visité par la mission afin de définir les spécifications techniques et préparer le DAO travaux (plusieurs réunions se sont tenues au retour de la mission avec la coordination du PAFIB de manière à i) préciser les spécifications techniques et ii) d’arrêter des plans répondant aux besoins des usagers).

Sur les aspects gestion, cette mission a permis, en une ou plusieurs réunions avec les professionnels et les autorités locales sur site, d’identifier précisément le terrain (avec remise d’un document officiel d’attribution et PV de réunion signé de l’ensemble des parties prenantes pour l’accord sur le choix du site). Ces documents ont été remis à la Coordination du PAFIB pour chacun des 11 sites. Les résultats de cette première partie de l’étude ont été présentés au cours d’une réunion de restitution, le 27 Septembre 2010 en présence de la cellule ACTION/FED, de la DUE et de la coordination du PAFIB et consignés dans un aide-mémoire. Les observations et remarques enregistrées au cours de cette réunion ont permis d’enrichir les conclusions de cette étude.

Au cours d’une deuxième phase, une partie de la mission a travaillé sur la préparation du DAO avec la coordination du PAFIB. La finalisation des spécifications techniques ont pris du retard en raison, principalement, de la nécessité de mettre en adéquation les documents avec les standards de l’Union Européenne et de la difficulté à mobiliser le cadre spécialiste en Génie Civil.

Une troisième phase a élaboré les Conventions d’Accord Parties (CAP) fixant les principes d’aménagement, de gestion et d’entretiens relatifs aux marchés à bétail et aux aires d’abattage. Plusieurs réunions se sont tenues avec la coordination du PAFIB (dont une avec les directions du MERA et une autre avec les professionnels de la filière) en vue de relire et de valider le texte des conventions d’accord-parties. Une mission, réalisée par A. A. Fizzani (DOPSSP), H. Moussa (DOPSSP) et D. Halley des Fontaines (AT PAFIB), du 15 au 21 Novembre 2010, est retournée sur chacun des sites pour échanger sur le contenu des CAP, les traduire en arabe et les faire signer par chacune des parties prenantes.

Le DAO a été validé et publié le 11 Avril 2011 et la date limite des offres a été fixée au 14 Juin 2011. Le rapport de dépouillement a été validé et les 3 lots ont été attribués à deux entreprises.

Par ailleurs, la mission de signature des CAP sur l’aménagement, la gestion et l’utilisation des ouvrages par les différentes parties prenantes a révélé un certain nombre de points d’attention pour la gestion future des marchés et des aires d’abattage. Entre autres, il est apparu que la concertation et les échanges entre les parties prenantes pour formuler leur projet de gestion des infrastructures étaient déterminants quant à l’utilisation et l’appropriation future des ouvrages.

Ainsi, une mission d’appui au processus de gestion des marchés à bétail et des aires d’abattage été réalisée par Mr B. Guibert (groupement Iram-JVL- Euro Consultants).

* ***R1A6****: animation et structuration des organisations professionnelles de la filière.*

Cette activité a mené 3 sous-activités en parallèle.

* La sous-activité de renforcement de capacités et de structuration des OP
Elle a été prévue pour être menée par des ONG ou des OP au moyen d’un contrat de subvention. L’Appel à proposition a été validé et publié le 15 Décembre 2010 et les offres ont été reçues le 31 Mars 2011. Une journée de réunion d’information s’est tenue le 19 Janvier 2011 à la Cellule ACTION. L’Appel à proposition prévoyait : 3 lots de renforcement de capacités des OP sur trois zones géographiques (lot 1 : sous espace Est, lot 2 : sous espace Centre et lot 3 : sous espace Ouest) ainsi qu’un 4ème lot portant sur l’appui juridique aux OP au niveau national.

L’évaluation des offres a eu lieu et le rapport de dépouillement a été envoyé à la DUE pour validation. Sur les 7 propositions enregistrées, l’offre d’un partenariat d’une ONG avec une OP a été retenue sur les lots 3 et 4. Deux autres offres ont été jugées satisfaisantes techniquement mais ne répondent pas aux critères en terme de capacités de gestion. Les lots 1 et 2 ont donc été déclarés infructueux et une demande de dérogation pour une attribution en directe avec les deux OP jugées techniquement recevables dans la mesure où elles s’associent avec un partenaire présentant les capacités de gestion nécessaire.

Concernant les lots 3 et 4, les contrats ont été signés par le 25 Août 2011. L’ONG et l’OP ont démarré leurs activités. Concernant les lots 1 et 2, la dérogation a été accordée par la DUE le 5 Octobre 2011.

* La sous-activité d’organisation des rencontres inter-OP a été réalisée.

La préparation de cette sous activité a démarré par l’identification d’OP régionales devant bénéficier des appuis du PAFIB, le degré de leur organisation et leur structuration. Des TDR ont été rédigés par l’AT et validés pour la tenue de la rencontre. Cette rencontre a été tenue les 8 et 9 Juin 2011 à N’Djamena et a regroupé plus de 140 participants représentant des OP (Eleveurs, Commerçants de bétail, Bouchers, Tanneurs, Femmes transformatrices de viande et lait) ainsi que des personnes ressources des 22 régions du pays. Cette importante rencontre, qui s’inscrit en droite ligne des objectifs essentiels du PAFIB, a été l’occasion pour les uns et les autres de mieux se connaitre et de créer les liens nécessaires entre les différentes professions de la filière en vue de réfléchir ensemble sur leur avenir commun en tant qu’acteurs principaux du développement du secteur Elevage.

* La sous-activité d’organisation des rencontres intercommunautaires des organisations socioprofessionnelles de transhumants

Une rencontre s’est tenue à Gama les 8 et 9 Septembre 2011. Elle a permis de réunir des organisations et des khalifats de communautés transhumantes. Le PAFIB et des personnes ressources ont introduit la rencontre en exposant les objectifs de la rencontre, du PAFIB, ainsi que des principales difficultés recensées par les transhumants. Des groupes de travail ont permis de réfléchir conjointement à la mise en place d’activités pour lever certaines des contraintes rencontrées : sécurisation de la mobilité, accès à l’eau, accès au complément aliment bétail, structuration,…afin d’être traduite en plan d’action.

* *R1A7 : amélioration des capacités de la Direction des Statistiques du MERA en matière de recueil de données et d’analyse statistiques, et de la Direction des Organisations Professionnelles de l’Elevage.*

Cette activité a été jugée également importante pour la suite des activités du PAFIB. Sa réalisation s’est déroulée en plusieurs étapes avec au préalable une étude portant sur l’amélioration des capacités de la DOPSSP et de la DSA dans leurs activités.

Les TDR de cette étude ont été rédigés par l’AT et validés au sein de la Coordination. Elle a été réalisée du 18 Juillet au 3 Août 2010. Elle a mobilisé en mission courte B. Bonnet et C. Coronel, experts du groupement IRAM–JVL–Euro Consultants, et deux cadres du MDPPA, Y. Khamis (DOPSSP) et S. Djobguet (DSA).

Cette étude a été précédée de plusieurs rencontres regroupant les représentants de tous les acteurs de la filière à travers leurs organisations professionnelles. Ces rencontres ont permis à l’équipe de la mission de se faire une idée précise sur la problématique telle que vue par les principaux bénéficiaires des actions possibles du PAFIB.

Les résultats et conclusions de l’étude *Amélioration des capacités de la Direction des Statistiques et des Archives du MERA (DSA/MERA) et de la Direction de l’Organisation Pastorale et de la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (DOPSSP)* ont été présentés à la réunion de restitution, le 31 Juillet en présence de la cellule ACTION/FED, de la DUE et de la coordination du PAFIB.

Les conclusions de l’étude, en termes de renforcement de capacités des OP, ont souligné la nécessité, pour le PAFIB, de promouvoir des services à fournir à ces OP. Cette diversité de services peut se regrouper en cinq grands types de services, à renforcer ou à imaginer et mettre en place dans des délais compatibles avec les contraintes de temps du PAFIB :

1. Renforcement des organisations formelles : une fonction d’appui conseil organisationnel à la gestion et à la gouvernance des organisations (groupements, unions, associations, faîtières,…) ;
2. Animation de concertations intercommunautaires et promotion d’initiatives auprès des organisations socioprofessionnelles des éleveurs transhumants ;
3. Renforcement de l’ensemble des organisations professionnelles dans le domaine de la connaissance et la défense des droits, la prévention et la médiation des conflits liés au pastoralisme et à la commercialisation du bétail ;
4. Formations techniques spécifiques des OP, en particuliers bouchers, tanneurs et commerçants ;
5. Appui à l’identification, le montage et la mise en œuvre d’initiatives spécifiques en matière d’approvisionnement en intrants zoo-vétérinaires.

A la suite de cette mission, les sous-activités de rencontres inter-OP et de rencontres intercommunautaires ont émergé. Le PAFIB a recruté un assistant technique appui aux OP et demandé la désignation d’un point Focal du projet à la DOPSSP afin qu’ils puissent impliquer le Ministère dans la mise en œuvre et le suivi de ces activités d’appui aux OP.

Les conclusions ont également facilité la rédaction des lignes directrices de l’AP pour les ONG afin d’y intégrer des appuis-conseils aux OP locales sur 3 zones géographiques de la zone d’intervention du PAFIB.

Au travers d’échanges avec les deux directions de la DOPSSP et de la DSA, la Coordination du PAFIB a recueilli les besoins en termes d’équipements à fournir à ces deux directions pour leur permettre d’améliorer leurs activités sur la zone d’intervention du PAFIB, en termes d’appui aux OP et de fonctionnement du SIM bétail. Plusieurs réunions se sont déroulées avant d’identifier les besoins nécessaires (principalement dans les services déconcentrés) et complémentaires par rapport aux autres interventions sur la zone (PASEP, OSRO,…). Le DAO a été élaboré et transmis à la Cellule ACTION.

Une formation des agents du SIM bétail a été réalisée du 19 au 21 Septembre à Bokoro. Les TDR de cette formation, produits par l’AT, ont prévu le rappel du fonctionnement du SIM Bétail, son importance et les méthodes et outils de collecte des données. Des exercices pratiques ont eu lieu sur le marché de Bokoro. Cette formation devait permettre d’améliorer la collecte et le traitement de données plus homogènes.

* ***R1A8****: amélioration des capacités du MERA en matière de production réglementaire, de politiques sanitaires internationales.*

Les TDR de cette activité ont été préparés par l’AT durant le premier trimestre du DPC1. En dépit du caractère important de cette activité, elle a été jugée moins prioritaire que celles qui doivent conduire à des DAO travaux ou des Appels à proposition.

Cette étude a été réalisée du 9 au 29 Mars par le Dr N. De Normandie dans le cadre d’une mission du groupement Iram-JVL-Euroconsultants associé à deux experts nationaux : D. I. Dogossou (Inspection générale) et Z. D. Kabe (DSV). Cette mission a rencontré les différents acteurs de la commercialisation du bétail afin de procéder à un état des lieux du cadre réglementaire régissant le commerce de la filière bovine au Tchad. Un diagnostic a été réalisé, assorti des propositions d’améliorations discutées et validées au cours de l’atelier de restitution des résultats de l’étude tenu le 28 mars 2011. Cet atelier a regroupé les représentants de toutes les parties prenantes de la commercialisation du bétail. D’importantes recommandations ont été émises, au terme de cet atelier, à l’intention du PAFIB, du MDPPA, du Ministère des Finances et des OP.

Un CD-ROM regroupant l’ensemble des textes législatifs et réglementaires a été confectionné et diffusé aux acteurs concernés par la commercialisation du bétail. Ce CD-ROM a également été transmis à l’attributaire du lot 4 de l’AP concernant l’appui juridique. Ce travail va s’avérer très utile dans le cadre de ces activités menées par le PAFIB.

* ***R1A9****: renforcement des capacités du Fonds Elevage et accompagnement de son évolution à terme vers un office de l’élevage au service de la profession.*

Les résultats de la première mission ont pu constater l’existence d’un projet de loi en cours pour le remplacement du Fonds de l’Elevage par le FONADEL avec des attributions différentes. La mise en œuvre de cette activité telle que définie initialement a posé dès le début problème au PAFIB. Ainsi, le Projet l’a-t-il jugé inopportune et prématurée dans ce contexte qui ne pouvait permettre de rentabiliser au mieux l’utilisation des ressources humaines et financières prévues pour cette activité. Cependant, une réflexion et une concertation ont été maintenues avec le Ministère et il a été notamment envisagé l’organisation d’un atelier visant à bien détailler, en particulier aux OP, le(s) futur(s) texte(s) adopté(s) concernant le fonctionnement et les attributions du FONADEL.

c) Appui de l’AT aux activités liées au résultat 2 : l’industrie de la transformation et du conditionnement de la viande émerge, l’artisanat de la boucherie/charcuterie est renforcé.

Dans le cadre de la deuxième composante, il est prévu de mettre en œuvre six (6) activités pour concourir à son résultat.

* ***R2A1****: Appui à la structuration et au renforcement des capacités des OP du secteur de la transformation et de la commercialisation de la viande sur le marché local et sous régional.*

L’activité de renforcement de capacités et de structuration des OP a été prévue pour être menée par des ONG ou des OP au moyen d’un contrat de subvention. L’Appel à proposition a été validé et publié le 15 Décembre 2010 et les offres ont été reçues le 31 Mars 2011. Une journée de réunion d’information s’est tenue le 19 Janvier 2011 à la Cellule ACTION. L’Appel à proposition prévoit : 3 lots de renforcement de capacités des OP sur trois zones géographiques (lot 1 : sous espace Est, lot 2 : sous espace Centre et lot 3 : sous espace Ouest) ainsi qu’un 4ème lot portant sur l’appui juridique aux OP au niveau national.

L’évaluation des offres a eu lieu et le rapport de dépouillement a été envoyé à la DUE pour validation. Sur les 7 propositions enregistrées, l’offre d’un partenariat d’une ONG avec une OP a été retenue sur les lots 3 et 4. Deux autres offres ont été jugées satisfaisantes techniquement mais ne répondent pas aux critères en terme de capacités de gestion. Les lots 1 et 2 ont donc été déclarés infructueux et une demande de dérogation pour une attribution en directe avec les deux OP jugées techniquement recevables dans la mesure où elles s’associent avec un partenaire présentant les capacités de gestion nécessaire.

Concernant les lots 3 et 4, les contrats ont été signés par le 25 Août 2011. L’ONG et l’OP ont démarré leurs activités. Concernant les lots 1 et 2, la dérogation a été accordée par la DUE le 5 Octobre 2011.

* ***R2A2 :*** *Renforcement des capacités techniques et professionnelles des travailleurs du secteur de la transformation de la viande.*

Comme pour la précédente l’activité de renforcement de capacités et de structuration des OP du secteur de la transformation et de la commercialisation de la viande sur le marché local et sous régionale avait été prévue d’être menée par des ONG et/ou des OP par le biais d’un contrat de subvention. Elle a donc suivi le même processus de préparation pour sa mise en œuvre.

* ***R2A3****: appui et promotion des entreprises transformatrices de la viande bovine*

Idem R2A1 et R2A2
* ***R2A4****: assainissement des aires d’abattage traditionnelles en zone rurale et périurbaine.*

Cf. R1A5

* ***R2A5****: Appui à l’équipement du centre de contrôle qualité des denrées agro-alimentaires (CECOQDA), pour les produits d’origine animale.*

Le PAFIB et le CECOQDA ont travaillé ensemble pour déterminer la part des équipements que le Projet pourrait fournir pour le futur laboratoire.

L’identification des équipements à acquérir et les formations aux agents ont été réalisées sur la base du rapport de l’étude de spécifications techniques réalisée dans le cadre du PASEP. Le DAO *fourniture des équipements et formation des agents du CECOQDA* a été lancé le 12 avril 2011.

Faute de pouvoir publier des réponses convenables aux questions posées par les éventuels soumissionnaires, le DAO a dû être annulé.

Une expertise internationale a été mobilisée, sur la base de TDR validés par la Cellule ACTION et la DUE, pour appuyer la relance du DAO (reprise des spécifications techniques), appuyer le processus de lancement du DAO et participer à a réception provisoire du matériel et vérifier le niveau de formations dispensées par l’attributaire auprès des agents du CECOQDA. La reprise des spécifications techniques a été réalisée par C. Etienne (Groupement Iram-JVL- Euro Consultants) du 7 au 19 Septembre 2011.

Le DAO a été transmis à la cellule ACTION le 22 Septembre.

Tout a été fait par l’Assistance Technique pour que l’acquisition des équipements, malgré des délais serrés, soit réalisée avant la date butoir « d+3 » du 24 Février 2012.

* ***R2A6****: appui institutionnel à la Direction des Services Vétérinaires du MERA pour le renforcement des capacités en matière d’inspection des denrées d’origine animale et de contrôle des structures.*

Cet appui a été prévu en deux phases. Une première mission, sur la base de TDR validés par la Cellule ACTION et la DUE, a été réalisée par D. Rouillé (Groupement Iram-JVL-Euro Consultants) et Z. Kabe (DSV) afin de faire l’état des lieux des processus d’inspection sanitaire à l’abattoir de Farcha ainsi que sur les aires d’abattages de N’Djamena et différentes localités à l’intérieur du pays. Sur la base de ce constat, il est prévu d’équiper les agents des postes déconcentrés responsables des inspections sanitaires (blouses, bottes, couteaux, estampilles,…). La mission a élaboré les spécifications techniques pour ce matériel et les lettres d’invitation à soumissionner ont été envoyées en procédure négociée concurrentielle en régie.

La deuxième phase, avait été programmée fin 2011 et consistant à former/recycler une équipe de formateurs aux pratiques et méthodes d’inspection sanitaire en impliquant deux experts internationaux et 1 expert national.

### Appui de l’AT aux activités liées au résultat 3 : la qualité des sous-produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement

Pour la troisième composante, quatre (4) activités ont été mises en œuvre pour obtenir le résultat lié à cette composante.

* ***R3A1****: Etude sur l’impact environnemental de l’activité « Tannerie » et formulation de propositions pour une gestion rationnelle des eaux usées et autres déchets.*

Sur les recommandations du 1er Comité de Pilotage, la Coordination du PAFIB s’est entretenue avec les différentes parties prenantes sur l’opportunité de réaliser cette activité au vu du rapport de l’étude réalisée dans le cadre du projet Cadre Intégré. Si la filière cuirs et peaux était bien appréhendée, il est apparu que les aspects liés à l’impact environnemental de cette activité n’étaient pas suffisamment abordés. Il a donc été décidé de réaliser cette étude.

Par ailleurs, dans l’objectif de gagner du temps, la Coordination du PAFIB a proposé à ACTION et à la DUE de grouper l’étude d’impact avec l’identification des sites de tanneries à aménager et les spécifications techniques des ouvrages à réaliser. Les TDR de cette étude « Analyse de la sous-filière tannerie, étude d’impact environnementale et propositions pour améliorer les procédés, réduire les nuisances et aménager les sites de tannerie » élargie, ont été validés le 5 Avril 2011.

Cette étude a été réalisée du 1er au 28 mai 2011 par une équipe de 4 experts : K. Ben Mahmoud (groupement IRAM-JVL-Euro Consultants), N. Dessou (DPIA), A. D. Mahmat (Ministère de l’Environnement et des Ressources Halieutiques) et H. M. Doungous (Ministère des Infrastructures et des Transports). L’AT « appui aux OP », C. Ngaroussa, a accompagné cette mission, sur les aspects organisations professionnelles des acteurs de la filière tannerie.

L’étude a réalisé l’état des lieux, relevant l’importance, de l’activité tannerie et proposé l’aménagement d’unités de tanneries sur les sites visités pour améliorer les conditions d’exercices des professionnels de la filière.

* ***R3A2****: Sensibilisation des éleveurs, abatteurs, bouchers, et collecteurs à la production des peaux brutes de bonne qualité et amélioration des techniques de traitement des peaux.*

L’étude décrite à l’activité R3A1 devait formuler des propositions pour les aménagements des sites de tannerie, pour des formations des tanneurs et la fourniture de produits spécifiques aux activités de tannerie. Toutefois, les experts ont recommandé, au vu du contexte rencontré sur le terrain et du manque de capitalisation des expériences passées, de se focaliser sur l’aménagement des sites plutôt que la fourniture de produits et les formations associées. Ainsi, les montants prévus pour les formations et les fournitures ont été réorientés pour augmenter l’enveloppe budgétaire dédiée aux travaux d’aménagement des sites de tanneries afin de pouvoir en réaliser davantage.

Quatre sites de tannerie (N’Djamena, Dourbali, Bitkine et Gama) ont été retenus pour réaliser des unités de tannerie artisanales sur des critères d’importance de l’activité et des critères d’organisation des tanneurs. L’étude a également recommandé de délocaliser les sites afin de tenir compte des normes environnementales (distance minimales à respecter par rapport aux habitations et aux cours d’eau…).

Par ailleurs, les experts ont réalisé les spécifications techniques (CCTP, devis quantitatif, spécifications techniques et plans) pour les ouvrages à réaliser. Sur cette base, l’assistance technique a confectionné le DAO. Le marché divisé deux lots a été prévue en procédure négociée concurrentielle en régie.

* ***R3A3****: animation et appui aux OPE du secteur « cuirs et peaux ».*

Cf. R1A5

* ***R3A4****: appui à la création au sein du MERA d’une cellule en charge des installations classées pour la protection de l’environnement.*

Suite au 1er Comité de Pilotage du projet, la question de l’opportunité de mettre en place une telle cellule au sein du MDPPA s’est posée. Une réunion, à l’initiative du PAFIB, le 2 Février 2011 avec différents directeurs du MDPPA a permis de mieux appréhender le concept et confirmer l’intérêt d’une telle cellule au sein du MDPPA. Des premiers TDR ont été validés. Toutefois, au vu de la difficulté à mobiliser un expert, les TDR ont été revus et adaptés.

## Bilan des activités appuyées par l’Assistance Technique au cours du DPC2

Il s’agit des activités du 2nd devis programme de croisière entré en vigueur le 01 octobre 2011 pour une durée de 17 mois (du 01/10/2011 au 25/02/2013), prolongé de 5 mois par l’avenant N°1 au DPC2, pour la clôture du projet.

Les tâches réalisées par les AT LT, ont concerné la mise en œuvre des activités du 2ème Devis Programme de Croisière (DPC2).

Ce Devis Programme a intégré outre la continuation des actions initiées au cours du DPC1 la mise en œuvre d’activités propres au DPC2.

Au-delà des activités techniques inscrites dans les DPC, les tâches des AT ont également porté sur la gestion opérationnelle, administrative et financière du projet ainsi que sur la participation aux instances du projet (CP, CSO), l’animation auprès des OP, l’encadrement des ONG (AP) et les relations avec les autres partenaires techniques et institutionnelles.

La période a également été marquée par l’accélération de la réception des infrastructures points d’eau, marchés à bétail, tanneries et aires d’abattages. Un investissement important a également été consacré à la capitalisation de l’expérience du PAFIB via l’organisation d’une mission d’appui et la réalisation d’un film destinés à la diffusion de la démarche et des résultats du PAFIB.

### Actions menées

### Activités liées au résultat 1 : La qualité et les conditions de vente formelle du bétail exporté sur pied sont améliorées.

* ***R1A1****: Etude de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité des bovins*

Pour mémoire.

* ***R1A2****: Aménagement de zones pilotes de transit frontalières et de services aux acteurs des filières, facilitant la certification (aux normes de l’OIE) et la traçabilité des bovins*

Les études relatives à cette activité, décrites pour le DP précédent, avaient retenu deux postes de sortie du bétail, identifiés lors de l’étude R1A1 et confirmés lors de l’étude « d’inventaire des sites de marchés à bétail et d’aires d’abattage », pour faire l’objet d’aménagement : Nguéli et N’Djamena Farah.

L’AT principal s’est particulièrement impliqué du début à la finalisation des DAO pour que les marchés puissent être réalisés dans les délais.

Les travaux pour ces aménagements ont finalement été achevés au mois de juillet 2012 pour N’Djamena-Farah et fin décembre 2012 pour N’Nguéli (inaccessibilité du site avant).
Les aménagements sont constitués chacun d’une clôture de 180 m X 180 m, 2 m de hauteur, un bâtiment de 2 bureaux, 1 hangar, 1 station de pompage avec 1 forage thermique équipé de pompe immergée et groupe électrogène, 1 château et 2 abreuvoirs.

Les deux (2) postes de sortie du bétail de Nguéli et N’Djamena Farah ont été réceptionnés et mis en fonctionnement par le Ministre du Développement Pastoral et des Productions Animales, en présence du Délégué Général du Gouvernement auprès de la ville de N’Ndjamena et du représentant de la DUE au cours du 5ème trimestre du DPC2, par des cérémonies d’inauguration officielle qui se sont déroulées respectivement les 18 et 27 décembre 2012.

* ***R1A3****: Réfection/construction de puits pastoraux et de mares (creusage/sur creusage) pour l’abreuvement du bétail le long des axes d’exportation.*

Les travaux de réalisation des 23 points d’eau ont démarré le 15 mars 2012 prévus pour une durée de 6 mois. Les 23 forages ainsi que les équipements ont tous été réalisés et leur installation, mise en fonctionnement et réceptions provisoires effectués sur tous les sites. Ceux sur les marchés à bétail et aires d’abattage sont également fonctionnels. L’entreprise attributaire du marché avait demandé une suspension des travaux pour raison d’inaccessibilité des sites suite à la forte saison de pluies. Une fois les sites accessibles les travaux ont pu être finalisés, tous les forages sur les axes de convoyage ont également été tous réceptionnés et mis en fonctionnement.

L’Assistance Technique au sein de la coordination s’est également énormément impliquée dans ce dossier complexe mais combien stratégique dans l’intervention du PAFIB et qui était apparu à un moment sérieusement compromis.

* ***R1A4****: Renforcement des postes de contrôle sanitaire le long des axes d’exportation*

Pour rappel, une session de formation des agents avait été réalisée en fin de DPC1 (du 5 au 7 septembre 2011). **35** agents avaient été formés en matière de contrôle sanitaire et de délivrance des laissez-passer sanitaires pour les animaux de commercialisation.

Les matériels et produits vétérinaires devant être fournis comme appui du PAFIB à la DSV pour le renforcement des capacités des services déconcentrés chargés du contrôle sanitaire et de délivrance des laissez-passer sanitaires, ont fait l’objet de DAO préparés par la Coordination et l’AT. Ils ont été acquis et remis officiellement à la DSV au cours de la cérémonie organisée dans les locaux du PAFIB le 21 février 2012.

Une distribution complémentaire de ces matériels et produits vétérinaires sur le terrain s’est déroulée lors d’une mission conjointe DSV-PAFIB du 23 février au 1er mars 2012.

* ***R1A5****: aménagements/réfection des marchés intérieurs du pays en vue de l’amélioration des conditions d’hygiène et d‘abreuvement.*

Cette activité est combinée à l’activité R2A4 (*assainissement des aires d’abattage traditionnelles en zone rurale et périurbaine*).

Les **6** marchés à bétail et les **5** aires d’abattage ont été réalisés dans de bonnes conditions et réceptionnés dans les délais. Cela a été le fruit d’un suivi rapproché de l’Assistance Technique et de la Coordination à la faveur d’une très bonne collaboration avec de petits (et jeunes) bureaux de contrôle pour qui le PAFIB aura été l’occasion de profiter d’un renforcement de capacités et d’expérience.

 L’aire d’abattage de Ngoura et le marché à bétail de Gama ont été inaugurés officiellement et mis en fonctionnement le 25 août 2012 par le MDPPA en présence de l’Ordonnateur National du FED et de l’Ambassadeur, Chef de Délégation de l’Union Européenne au Tchad.

Le marché à bétail de Massakory a été inauguré officiellement et mis en fonctionnement le 07 octobre 2012 par le Secrétaire Général de la Région de Hadjer-Lamis en présence de plusieurs personnalités locales.

Les autres ouvrages ont chacun été inaugurés et mis en fonctionnement au cours de cérémonies officielles au niveau local sur chaque site.

* ***R1A6****: animation et structuration des organisations professionnelles de la filière.*

Cette activité comporte deux sous activités menées en parallèle en termes d’appui aux OP :

* **Organisation des rencontres inter-OP et d’une rencontre nationale** :

Cette activité a été suivie très intensément par l’AT OP en collaboration permanente avec le point focal DOPSSP à travers de nombreuses missions de terrain au cours du DPC2.

Dix-sept rencontres régionales inter-OP de différentes familles professionnelles se sont tenues. Ces rencontres se sont soldées par la création de seize fédérations régionales (Mandoul, Hadjer-Lamis, Batha, Guéra, Moyen-Chari, Chari-Baguirmi, Logone Occidental, Logone Oriental, Mayo-Kebbi Est, Tandjilé, Ouaddaï, Wadi-Fira, Lac, Kanem, Sila, Salamat).

Les OP du Mayo-Kebbi Ouest ont été jugée encore insuffisamment organisées pour arriver au stade de fédération régionale.

Cette activité s’est poursuivie tout au long du 6èmesemestre du Projet pour la région de Ndjaména, afin d’aboutir à la rencontre nationale appelée de leurs vœux par les fédérations régionales et qui s’est déroulée du 7 au 10 décembre 2012.

Celle-ci a débouché sur la décision des Fédérations Régionales de se constituer en Confédérations Professionnelles Nationales (Eleveurs, Commerçants, Bouchers-Tanneurs-Transformatrices).

Par ailleurs, pendant le DPC2, quatre (4) rencontres intercommunautaires des éleveurs transhumants ont été tenues à Bongor, Moto, Mani, Koumra et Kabi. Cette activité a été poursuivie jusqu’à la fin du projet.

* **Renforcement des capacités et structuration des OP :**

Cette activité est mise en œuvre par des contrats de subvention aux ONG, dont ceux sont signés avec INADES-FORMATION en partenariat avec le Syndicat National des Commerçants, Eleveurs et Convoyeurs de Bétail du Tchad (CNCECBT) pour les lots 3 et 4, et deux signés avec ADRB (ONG nationale) en partenariat avec l’Association des Eleveurs Nomades (AEN) pour les lots 1 et 2.

La mise en œuvre du programme contractuellement prévu des ONG s’est poursuivie normalement et leurs activités suivies de près par les AT entièrement ont été entièrement réalisées.

* ***R1A 7****: amélioration des capacités de la Direction des Statistiques du MDPPA en matière de recueil de données et d’analyse statistiques, et de la Direction des Organisations Professionnelles de l’Elevage.*

Pour mémoire, une étude relative à cette activité a été réalisée au cours du DPC1.

Selon cette étude, la diversité des services à fournir aux acteurs de la filière peut se regrouper en cinq grands types de services, à renforcer ou à imaginer et mettre en place dans des délais compatibles avec les contraintes de temps du PAFIB :

* Renforcement des organisations formelles : une fonction d’appui conseil organisationnel à la gestion et à la gouvernance des organisations (groupements, unions, associations, fédérations et faîtières),
* Animation de concertations intercommunautaires et promotion d’initiatives auprès des organisations socioprofessionnelles des éleveurs transhumants,
* Renforcement de l’ensemble des organisations professionnelles dans le domaine de la connaissance et la défense des droits, la prévention et la médiation des conflits liés au pastoralisme et à la commercialisation du bétail,
* Formations techniques spécifiques des OP, en particuliers bouchers, tanneurs et commerçants,
* Appui à l’identification, le montage et la mise en œuvre d’initiatives spécifiques en matière d’approvisionnement en intrants zoo-vétérinaires,

La totalité des appuis aux acteurs de la filière prévus pour les ONG bénéficiaires des subventions (INADES et ADRB) a été mis en œuvre avec leurs partenaires : le Syndicat National des Commerçants de bétail et l’Association des Eleveurs Nomades.

Une autre partie des activités d’appui aux OP a été réalisée directement par l’AT « appui aux OP » et le Point Focal de la DOPSSP, avec les missions d’appui pour les comités de gestion des ouvrages réalisées dans l’espace pilote du projet.

Par ailleurs, une session de formation en appui au dispositif d’animation pour les agents des services centraux et déconcentrés de la Direction de l’Organisation Pastorale et de la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (DOPSSP) a été réalisée du 25 au 27 avril 2012 à Massakory. Ainsi, 30 agents des services d’animation des OP de la DOPSSP ont été formés. Une formation similaire pour les agents de la Direction des Statistiques du MDPPA a été réalisée au cours du 4ème trimestre du DPC2 (après la signature de l’avenant N°1 au DPC2) en matière de collecte de données pour le suivi et évaluation de proximité des IOV du projet. Cette formation vient compléter la formation des 32 agents de suivi des marchés à bétail qui ont été déjà formés au cours du DPC1 pour les 25 marchés concernés.

Les motocyclettes et matériel informatique et bureautique ainsi que le mobilier de bureau devant être fournis comme appui du PAFIB à la DOPSSP et à la DSA pour le renforcement des capacités des services déconcentrés de ces 2 directions, ont été acquis et remis officiellement à celles-ci.

* ***R1A8****: amélioration des capacités du MDPPA en matière de production réglementaire, de politiques sanitaires internationales.*

Cette activité avait démarré par une étude réalisée au cours du DPC1.

Pour mémoire, cette étude avait permis de rencontrer la plupart des acteurs concernés par la commercialisation du bétail en vue de faire un état des lieux du cadre réglementaire régissant la commercialisation du bétail au Tchad. Un diagnostic avait été réalisé, assorti des propositions d’amélioration discutées et validées par l’atelier de restitution des résultats de l’étude tenu le 28 mars 2011 et qui a regroupé les représentants de toutes les parties prenantes de la commercialisation du bétail. D’importantes recommandations ont été par ailleurs faites au terme de cet atelier, aussi bien au PAFIB qu’au MDPPA, au Ministère des Finances et aux OP. En application d’une de ses recommandations, un CD-ROM regroupant l’ensemble des textes législatifs et réglementaires a été confectionné et multiplié en 300 exemplaires et distribués aux principales parties prenantes du projet.

Par ailleurs, la recommandation relative à la mise en place de la Cellule d’Appui Juridique (CAJ) s’est révélée irréalisable compte tenu du flou des on ancrage institutionnel d’une part, et d’autre part de la difficulté de sa pérennisation prévue en lien avec les activités d’appui juridique aux OP mises en œuvre par INADES conformément au lot 4 de la subvention.

* ***R1A9****: renforcement des capacités du Fonds Elevage et accompagnement de son évolution à terme vers un office de l’élevage au service de la profession.*

Pour mémoire, les résultats de la première étude (R1A1) ont indiqué qu’un projet de loi était en cours sur ce sujet. Cependant, le projet a jugé prématuré dans ce contexte, de mettre en œuvre l’activité telle qu’initialement définie. L’enveloppe prévue a été revue dans le cadre du DPC2, ne conservant qu’une partie des sommes pour appuyer les OP dans la compréhension et la mise en application de cette nouvelle loi, une fois votée. A la fin du PAFIB, force est de constater que le projet de loi est resté sans concrétisation. Il avait été suggérer au cours du dernier CSO aux OP d’entreprendre des démarches auprès du MDPPA en vue de débloquer le processus ...

### Activités liées au résultat 2 : l’industrie de la transformation et du conditionnement de la viande émerge, la boucherie/charcuterie est renforcée.

Dans le cadre de la deuxième composante, six (6) activités ont été mise en œuvre pour concourir à son résultat.

* ***R2A1****: Appui à la structuration et au renforcement des capacités des OP du secteur de la transformation et de la commercialisation de la viande sur le marché local et sous régional.*

Cette activité a été réalisée par les ONG sur contrat de subvention comme décrit plus haut.

* *R2A2 : Renforcement des capacités techniques et professionnelles des travailleurs du secteur de la transformation de la viande.*

Idem R2A1.

*R2A3 : appui et promotion des entreprises transformatrices de la viande bovine*

Idem R2A1.

*R2A4 : assainissement des aires d’abattage traditionnelles en zone rurale et périurbaine.*

Cette activité est combinée avec R1A5 (Cf. R1A5 décrite ci-dessus).

*R2A5 : Appui à l’équipement du centre de contrôle qualité des denrées agro-alimentaires (CECOQDA), pour les produits d’origine animale.*

Le contrat pour la fourniture des équipements et la formation des agents du CECOQDA a été signé au mois de février 2012 avec l’entreprise attributaire du marché. La livraison du matériel a été faite au mois d’octobre 2012. L’expert prévu a été mobilisé pour assister à la réception provisoire qui a eu lieu en octobre.

L’expert a conclu que le matériel livré est bien conforme aux spécifications techniques du contrat. Pour des raisons d’insuffisance du circuit électrique nécessaire au bon fonctionnement de ces équipements hautement sensibles, leur installation n’a pu se faire que partiellement, et donc la formation des agents corollaire à la mise en fonctionnement du matériel n’a pu avoir lieu.

Par ailleurs, le consultant a fait quelques recommandations relatives à des améliorations des installations devant accueillir ces équipements afin de leur garantir un fonctionnement durable.

Le rapport de la mission de l’expert a été remis au mois de novembre 2012.

* ***R2A6****: appui institutionnel à la Direction des Services Vétérinaires du MDPPA pour le renforcement des capacités en matière d’inspection des denrées d’origine animale et de contrôle des structures.*

Cette activité a été réalisée dès le premier trimestre du DPC2. Les équipements pour l’inspection sanitaire des denrées d’origine animale pour l’ensemble des postes vétérinaires du Tchad devant être fournis comme appui du PAFIB à la DSV pour le renforcement des capacités des services déconcentrés chargés de l’inspection sanitaire des denrées d’origine animale, ont été acquis et remis officiellement à la DSV au cours de la cérémonie organisée dans les locaux du PAFIB le 21 février 2012. La distribution de ces équipements sur le terrain s’est déroulée lors d’une mission conjointe DSV-PAFIB.

### Activités liées au résultat 3 : la qualité des sous-produits de l’élevage (cuirs et peaux) est améliorée durablement

Pour la troisième composante, quatre (4) activités étaient prévues pour obtenir le résultat lié à cette composante.

*R3A1 : Etude sur l’impact environnemental de l’activité « Tannerie » et formulation de propositions pour une gestion rationnelle des eaux usées et autres déchets.*

Sur recommandation de l’étude réalisée en fin de DPC1, 4 sites de tannerie ont été retenus pour être aménagés. L’étude a également recommandé de délocaliser les sites existants afin de tenir compte des normes environnementales (éloignement des habitations et des cours d’eau…). Une mission de terrain avait préalablement obtenu les accords sociaux sur les nouveaux sites ainsi que les conventions d’accord-parties sur l’utilisation et la gestion des tanneries construites.

Les travaux d’aménagement des 4 sites de tannerie ont démarré le 15 août 2012 pour une durée de 4 mois. Pour des raisons de fortes pluies tombées pendant cette période, les travaux ont été suspendus pour redémarrer fin octobre 2012.

Ces travaux ont repris avec un léger retard (fin novembre 2012), les sites retenus étant inaccessibles jusqu’alors. Les travaux se sont achevés début février 2013 et les réceptions provisoires ont eu lieu mi-février, suivies de leur inauguration et de leur mise en fonctionnement immédiate.

* ***R3A2****: Sensibilisation des éleveurs, abatteurs, bouchers, et collecteurs à la production des peaux brutes de bonne qualité et amélioration des techniques de traitement des peaux.*

Idem R2A1.

* ***R3A3****: animation et appui aux OPE du secteur « cuirs et peaux ».*

Idem R2A1.

* ***R3A4****: appui à la création au sein du MDPPA d’une cellule en charge des installations classées pour la protection de l’environnement.*

Pour mémoire, après plusieurs échanges, les TdR de l’étude relative à cette activité ont été revus et validés en fonction des recommandations de l’étude sur l’activité tannerie et la mission d’étude ICPE a pu être réalisée en janvier 2012 par une équipe composée d’un expert international mobilisé par IRAM, un expert de la DSV du MDPPA et un expert du MERH. L’étude a confirmé l’importance d’une cellule ICPE en prévision de la construction de plusieurs abattoirs modernes, de tanneries, des marchés à bétail…L’étude a également insisté sur la nécessité d’une bonne collaboration entre le MDPPA et le MERH et a proposé un schéma d’ancrage institutionnel pour la cellule ICPE.

### Activités d’appui à la Coordination

Durant le DPC2, outre l’appui à la préparation et à la mise en œuvre des activités dans le cadre des missions d’étude, l’appui à la Coordination du projet a concerné l’organisation et l’animation de plusieurs rencontres et réunions administratives et techniques avec les différentes parties prenantes du PAFIB. Ces rencontres ont permis de faciliter la compréhension du projet, l’adhésion des acteurs en vue de son appropriation. Elles ont également permis de cadrer et de faciliter l’action des ONG auprès des acteurs.

En résumé, l’appui à la coordination a permis de mener un certain nombre d’activités propres au fonctionnement général du projet. Il s’est principalement agit :

* de la préparation et de la coordination générale des activités ;
* d’actualiser la programmation indicative des activités du projet ;
* de la gestion administrative et financière du projet (élaboration des rapports trimestriels d’activités et des mémoires financiers, gestion du personnel,…) ;
* du suivi opérationnel du projet ;
* de l’organisation des missions pour les différentes études et de la relecture des rapports rendus par les experts;
* de l’accompagnement de toutes les missions d’étude ;
* des missions propres à la Coordination ;
* de la préparation des notes sur le déroulement du projet ;
* de la confection (spécifications techniques, montage,…), du lancement des DAO et de l’évaluation des offres ;
* de l’identification et de la remontée de microprojets des OP ;
* de la préparation et tenue des sessions de formation et rencontres régionales inter-OP et intercommunautaires ;
* de faire le suivi des travaux des chantiers avec les entreprises attributaires et les bureaux de contrôle et de suivi des travaux ;
* de la réflexion sur la pérennisation des acquis à la fin du projet.

### Autres tâches spécifiques

* **Bulletin d’information : *Lettre du PAFIB***

L’assistance technique a continué l’appui à la production d’un bulletin d’information des acteurs de la filière sous forme de bulletin mensuel, traduit en langue arabe.

* **Réunions de programmation et de coordination**

Au sein de la coordination, l’assistance technique a participé activement, outre des séances régulières de travail en interne visant à faire le point de l’avancement des activités, à de nombreuses rencontres et réunions administratives et techniques avec les différentes parties prenantes du PAFIB (Directions techniques du MDPPAA, représentants des OP de la filière, ACTION, DUE…). Les assistants techniques et le coordonnateur animaient ensemble ces réunions.

* **Préparation et tenue des dernières instances du PAFIB (7ème Comité de Suivi Opérationnel et du 3ème Comité de Pilotage)**

Au sein de la Coordination l’Assistance technique a préparé au cours de ce semestre les deux dernières instances de suivi, d’orientation du projet le 7ème Comité de Suivi Opérationnel qui s’est tenu le 08 novembre 2012 et le 4ème Comité de Pilotage du 7 février 2013.

Ces comités ont été l’occasion de faire le bilan des activités du projet et de voir réaffirmer par toutes les parties, à la lumière des résultats du PAFIB une volonté de continuer l’appui au développement de la filière bovine. Il a été confirmé à cet égard par le MDPPA la création d’une Cellule Interphase en charge de la préservation et de l’élargissement des acquis du PAFIB.

* **Préparation de l’avenant N° 1 au DPC2**

Pour répondre à des préoccupations partagées par toutes les parties prenantes du PAFIB, un avenant N° 1 au DPC2ont été préparé par la Coordination et l’AT. Il a été argumenté la suppression de certaines activités prévues qui se sont avérées impossibles à réaliser au profit d’autres activités d’appui. On notera parmi elles : l’augmentation de l’enveloppe pour les microprojets des OP à financer par le PAFIB (tourteaux de coton, étals de boucherie, séchoirs à viande…) la construction des parcs de vaccination attenants aux nouveaux marchés à bétail pour le traitement et vaccination des animaux destinés à l’exportation, la formation des agents de la Direction des Statistiques et Archives du MDPPA pour la collectes des données renseignant les IOV.

* **Proposition d’un avenant au contrat d’assistance technique du groupement Iram – JVL – Euroconsultants**

Cet avenant concernait :

* l’extension des jours de prestation de l’AT1 et de l’AT2 ;
* Une expertise internationale pour l’appui à la réflexion et à la mise en œuvre d’un système de gestion des 23 points d’eau ;
* Une expertise internationale pour l’appui à la capitalisation et à la réflexion stratégique en fin d’intervention du projet.

La requête allant dans le sens d’une meilleure valorisation des investissements du projet a été validée par l’ON et la DUE.

* **Participation à la 10ème édition du Festival mondial du Pastoralisme et à la 10ème rencontre des pasteurs du monde**

Invité par les organisateurs de ces évènements un voyage d’études et d’échange organisé par l’AT a permis au PAFIB de participer, avec une délégation de 5 personnes (le Coordonnateur du PAFIB, le Point focal du PAFIB à la DOPEFE/MDPPA, 3 représentants des OP d’éleveurs), aux différentes manifestations qui se sont déroulées aux 7 Laux (Isère/Grenoble) pendant une semaine. La délégation a mis à profit son séjour en France pour se rendre au siège d’IRAM à Montpellier afin d’échanger sur la capitalisation et sur les questions de la suite à donner au PAFIB.

* **Réalisation d’un film sur le PAFIB**

Une équipe de 2 réalisatrices de l’Agence « Terre Nourricière » (France) a séjourné du 22 novembre au 2 décembre 2012 au Tchad pour réaliser un film reflétant la réalité socio-économique de la filière bovine à travers les activités professionnelles de tous ses acteurs.

L’Assistance Technique a été très impliqué dans la préparation du scénario et du tournage. L’objectif était également de faire ressortir les actions d’appui du PAFIB. Plusieurs sites d’infrastructures réalisées par le projet ont été filmés ainsi que des entretiens avec les différentes parties prenantes du projet (leaders OP, Responsables MDPPA, Personnes ressources).

* **Mission de capitalisation des acquis du PAFIB**

Un expert court terme mobilisé par l’Iram Mr C. Rigourd a séjourné du 30/11/2012 au 11/12/2012 au Tchad pour conduire une mission de capitalisation des acquis du PAFIB. Cette mission avait pour objectif d’aider à la réflexion sur la sortie du projet qui tend vers sa fin opérationnelle (février 2013). Le PAFIB présentant une intervention novatrice pour le Tchad sur les axes nord de commercialisation du bétail, il était primordial de capitaliser finement les acquis des différentes facettes de ses actions durant toute la période du projet. L’intérêt de cette capitalisation était de produire un document mettant en évidence la démarche, les principaux acquis et les premiers effets perceptibles des actions menées. Il s’agissait également d’appuyer directement les organisations professionnelles de la filière dans la définition de leurs priorités pour la consolidation des actions engagées au-delà du PAFIB. Une séance de restitution des résultats de la mission a eu lieu au MDPPA en présence du Secrétaire Général du MDPPA et de toutes les parties prenantes du projet.

* **Mission d’appui à la gestion des forages sur les axes de commercialisation**

Une mission conduite par Monsieur Bertrand GUIBERT, expert mobilisé par l’Iram a été effectuée du 17 au 29 janvier 2013. Au moment où les travaux de construction des ouvrages d’hydraulique (forages et équipements pour l’abreuvement) vont s’achever, il était important de fournir un appui spécifique d’animation des parties prenantes de ces aménagements : les commerçants de bétail et autorités locales concernés par les quinze forages équipés de systèmes de stockage d’eau et d’abreuvement du bétail commercialisable.

Cette action se devait être particulièrement bien pensée afin d’éviter les différends sur les futurs points d’eau qui pourraient s’avérer dramatiques dans les relations sociales en cas de défaut de gestion.

Il s’agissait également de promouvoir un mode de gestion innovant et durable de ce type d’infrastructure très spécifique et utile à l’amélioration du convoyage du bétail.

Les résultats de cette mission ont été restitués au MDPPA et aux autres parties prenantes.

Le rapport de cette mission sera précieux à travers ses recommandations pour la continuation de l’appui aux comités de gestion par les services concernés.

* **Préparation du Colloque Régional sur le Pastoralisme et Sécurité au Sahel**

Un Colloque Régional sur le Pastoralisme et Sécurité au Sahel initié par l’AFD est en cours de préparation pour se tenir à N’Djaména (Tchad) en avril-mai 2013. L’AT PAFIB et le Coordonnateur ont été particulièrement impliqués dans la préparation de ce colloque
et ont participé activement aux réunions du comité d’organisation depuis le début du processus.

* **Réunion du Comité de Suivi des Recommandations du Colloque National sur le Pastoralisme au Tchad**

Une réunion du Comité de Suivi des Recommandations du Colloque National sur le Pastoralisme au Tchad s’est tenue le 6 décembre 2012 au MDPPA. Au cours de cette réunion, l’AFD a lancé le Projet « Appui au Comité de Suivi des Recommandations du Colloque National sur le Pastoralisme au Tchad » qui sera réalisé par IRAM. Le PAFIB, a financé cette réunion prévue dans le cadre du DPC2, et contribué activement aux discussions.

* **Participation à la Fête Nationale de la Transhumance**

La 1ère édition de la FENAT s’est déroulée du 17 au 20 novembre 2012 à Wadi Djedid (BATHA). Le PAFIB y a pris part activement avec une exposition de ses réalisations.

# Les appuis court terme assurés par le consortium IRAM-JVL-Euroconsultants

Le tableau ci-dessous récapitule les différentes missions d’appui court terme réalisées par les experts internationaux mobilisés en 12 missions d’appui ponctuelles au PAFIB.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Activité | Date  | Titre  | Experts  | Institution |
| R1A1 | mai 2010 | Etude de faisabilité pour la définition d’une zone pilote de transit et de services aux acteurs de la filière d’exportation de bétail et d’un cadre général de certification et de traçabilité | Bernard BonnetAlessandro MeschinelliHaroun MOUSSAAdam Brahim ADAM  | IramJVLDOPSSP/MERADAF/MERA |
| R1A7 | juillet 2010 | Amélioration des capacités de la Direction des Statistiques du MERA (DSA/MERA) et de la Direction de l’Organisation Pastorale et de la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (DOPSSP) en matière de systèmes d’informations et d’appui aux organisations professionnelles. | Bernard BonnetCélia CoronelYoussouf KHAMIS Sama DJOBGUET  | IramIramDOPSSP/MERA DSA/MERA |
| R1A8 | juillet 2011 | Etude « Evaluation du cadre législatif et réglementaire et appui à l’élaboration de projets de loi liés à l’amélioration du cadre législatif et réglementaire sur la commercialisation du bétail au Tchad» | Dr Nicolas Denormandie Mr Dogossou Dogo Issac Mr Kabé Zoua Djourba  | JVL IGL/MERA DSV/MERA |
| R3A1 | mai 2011 | Etude « Analyse de la sous-filière tannerie, étude d’impact environnemental et propositions pour améliorer les procédés, réduire les nuisances et aménager les sites de tannerie » | Kamel BEN MAHMOUD Ndéh DESSOU Ahmat Djamalladine MAHAMAT Hissein MAHAMAT DOUNGOUS Constant NGAROUSSA | EuroconsultantDPIA/MERAMERHMIPAFIB |
| R2A6 | juillet 2011 | Appui institutionnel à la Direction des Services Vétérinaires (DSV) pour le renforcement des capacités en matière d’inspection des denrées d’origine animale et de contrôle des structures d’abattage (phase 1) | Didier ROUILLÉ Kabé Zoua DJOURBA  | JVL DHDAOA/DSV |
| R2A6 | janvier 2012 | Appui institutionnel à la Direction des Services Vétérinaires (DSV) pour le renforcement des capacités en matière d’inspection des denrées d’origine animale et de contrôle des structures d’abattage (phase 2 : session de formation) | ROUILLÉ Didier DJOURBA Kabé Zoua LECOIN Catherine  | JVLDHDAOA/DSVJVL |
| Activité | Date  | Titre  | Experts  | Institution |
| R3A4 | mars 2012  | Etude de diagnostic et de sensibilisation à la création d’une Cellule en charge des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE) au sein du MDPPA | Rachid BENLAFQUIHKabé Zoua DJOURBA Ahmat Djamalladine MAHAMAT  | EuroconsultantsMDDPAMERH |
| R1A5 | Juillet 2012 | Appui à la mise en exploitation des marchés et des aires d’abattage réhabilités ou créés | Bertrand GUIBERT Constant N’GAROUSSA HAMAT  | IramIram AT/OP PAFIB) |
| R1A5 | Oct. 2012 | Appui au processus de gestion des marchés et des aires d’abattage à réhabiliter ou à aménager le long de l’« axe Nord » de commercialisation | Bertrand GUIBERT Constant N’GAROUSSA HAMAT | IramIram AT/OP PAFIB |
| R2A5 | Déc 2011 – oct 2012 | Appui au processus de relance du DAO fourniture et à la réception du matériel de laboratoire du Centre de Contrôle de Qualité des Denrées alimentaires (CECOQDA) | Christian ETIENNEFrancis Billiard  | JVLJVL |
| R1A5 | Janvier 2013 | Appui à la gestion de points d’eau créés sur les axes de commercialisation du bétail | Bertrand GUIBERT Constant N’GAROUSSA HAMAT | IramIram AT/OP PAFIB |
| R1A3 | Déc 2012 | Pasteurs, khalifa, damin, commerçants, convoyeurs, bouchers et tanneurs : renforcer les capacités des acteurs de la filière bovine au Tchad.Capitalisation de l’expérience du PAFIB | Christophe RIGOURD | Iram |

Le tableau ci-dessous récapitule les différentes missions d’appui mobilisées au titre du backstopping du PAFIB par le chef de file du consortium Iram-JVL-Euroconsultants.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Récapitulatif Backstopping PAFIB** |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Total prévu initialement offre IRAM-JVL-EuroConsultants | 36 |
| Jours liés au remplacement Moustapha Bass |  | 9 |
| **Total jours backstopping à mobiliser** |   |   | **45** |
|   |  |  |  |  |   |
| **Récapitulatif de l'ensemble des jours backstopping mobilisés** | **solde** |
| **2010** | Laurent Liagre |   | 7 | **38** |
|   | Christophe Bénard |   | 3 | **35** |
| **2011** | Bernard Bonnet février 2011 | 3 | **32** |
|   | Grégoire reprise DAO travaux | 6 | **26** |
|   | Bernard Bonnet avril 2011 |  | 8 | **18** |
|   | Bernard Bonnet juillet 2011 | 7 | 11 |
| **2012** | Bertrand Guibert |  | 6 | 5 |
|   | Bernard Bonnet accueil équipe OP voyage d'étude | 3 | 2 |
|   | Bernard Bonnet capitalsation | 2 | 0 |
|   |   |   |   |   |   |

# Conclusion et recommandations

Une réorientation salutaire et des activités quasi intégralement mises en œuvre

La stratégie d’intervention significativement modifiée en démarrage du projet (avril 2010) afin de travailler sur la filière telle qu’elle existe plutôt que de rechercher des transformations drastiques se sera révélée déterminante au travers de la redéfinition d’activités beaucoup plus adaptées au contexte et aux moyens financiers et matériels du projet.

Le PAFIB a pris dès lors une configuration de projet pilote dans un espace pilote.

Son 1er résultat est certainement d’avoir élaboré des démarches innovantes (concertations élargies, accords sociaux/parties, appuis juridiques, plans des aménagements, intégration des éleveurs transhumants dans les dynamiques d’OP formelles…) mais reproductibles, qui seront à confirmer lors de l’évaluation finale, et qui sont censées permettre de dépasser ce stade.

Globalement et du fait d’un engagement actif sur le terrain de l’assistance technique long terme et d’une bonne articulation avec les missions d’appui externes du groupement et les missions de backstopping, la quasi-totalité des activités prévues dans la programmation initiale et les devis-programme ont été réalisées et finalisés et le cadre logique respecté.

Celles qui seront restés en suspens, concernent essentiellement des problématiques institutionnelles sur lesquelles le Projet ne pouvait avoir grande prise (FONADEL, Cellule d’Appui Juridique)

Du volume d’activité par rapport aux ressources humaines du Projet

Le PAFIB a développé une approche participative et concertée avec les acteurs de la filière pour la mise en œuvre des activités prévues. Ainsi chacune des activités fait l’objet de plusieurs rencontres avec les différents acteurs afin de répondre aux attentes et décider ensemble des orientations à donner.

Concernant les aménagements d’infrastructures, ils s’inscrivent dans des processus qui visaient à cibler la localisation et prioriser les infrastructures par ordre d’importance en fonction de l’enveloppe disponible.

Ces processus ont donc suivi des étapes nécessitant de multiples concertations avec les acteurs.
Il est à noter la difficulté rencontrée par la petite équipe d’encadrement du projet (un Coordonnateur, un AT Principal, un AT OP) face à l’ampleur d’une tâche confrontée aux délais rigoureux de mise en œuvre. L’atteinte des résultats, en particulier au cours du DPC1 et au début du DPC2, au moment de la confection des DAO, n’a été possible qu’au prix d’une forte mobilisation de la coordination du PAFIB (coordonnateur national, AT national et AT international).

Les délais ont certes finalement pu être respectés mais certaines tâches allant au-delà des compétences techniques spécifiques des cadres du projet (BTP, hydraulique…) ont pris beaucoup de temps au détriment, forcément, de thématiques centrales et d’un certain recul après la mise en fonctionnement des ouvrages qui aurait été riche en enseignements.
Il serait utile d’en tenir compte dans le montage de futurs projets de développement où diverses thématiques techniques connexes mais néanmoins déterminantes pour la réalisation des objectifs pourraient être traités dans une première partie de la convention en prévoyant au sein du projet pour cette période une composante technique propre avec des ressources humaines spécifiques.

Une faiblesse structurelle des ONG et des partenariats ONG/OP fragiles

Les activités des ONG si elles se sont soldées par un satisfaisant de réalisations des activités prévues ont toutefois fait ressortir la faiblesse de l’offre au Tchad en matière d’appui aux pasteurs et aux acteurs de la filière pastorale de manière générale.

Outre des insuffisances en matière de gestion voire de gouvernance en permanence corrigée par le suivi des AT et de la coordination, un vrai problème d’approche est apparu au départ avec de réelles insuffisances des ressources humaines mobilisées quant à la compréhension des problématiques et des enjeux de la filière.

L’approche et la méthodologie ont sans cesse été recadrées par le suivi des AT et les deux ONG ont finalement, au cours du dernier semestre de mise en œuvre, beaucoup progressé sur l’appréhension et le traitement des problématiques qui leur étaient confiées (travail satisfaisant de l’INADES sur l’appui juridique).

L’autre aspect à relever est la difficulté de collaboration entre les ONG et les OP dans le cadre de l’appel à proposition. Ces rapprochements constitués opportunément pour la réponse à l’AP ont dû être sans cesse réajustés entre des structures se connaissant mal et n’ayant pas la même vision, la même culture ni les mêmes enjeux. C’est très certainement un aspect à considérer avec attention à l’avenir dans ce genre de montage.

Des appuis à trouver pour préserver les acquis et soutenir les dynamiques engagées

La mission d’appui à la capitalisation a relevé les aspects positifs des réalisations du projet, mais aussi l’inquiétude de toutes les parties prenantes par rapport au souci des uns et des autres quant à la suite immédiate à donner au PAFIB après sa fin. A cet égard, l’Assistance Technique avait entrepris de manière précoce des contacts avec les autres partenaires et bailleurs (AFD, FAO, BM, BAD, Coopération allemande, Coopération suisse,…) en présentant à diverses occasions les activités du PAFIB et en promouvant l’intérêt en termes de développement d’appuyer de la filière pastorale. La question de leur mobilisation pour l’après PAFIB reste posée.

1. L’aire d’abattage de Massaguet, initialement retenue a été sortie de la programmation car inscrite dans les activités à réaliser par le PASEP. [↑](#footnote-ref-1)